

**Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : vers un élevage plus durable**

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié le 18 février son rapport annuel sur la [situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture](#) intitulé « *Point sur l'élevage* ». Dans ce rapport, la FAO souligne que l'élevage représente 40 % de la valeur de la production agricole mondiale et contribue aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de près d'un milliard de personnes. Ce secteur connaît un développement rapide dû « à l'augmentation de la population, à la prospérité croissante et à l'urbanisation ». A l'échelle mondiale, l'élevage représente 15 % de l'énergie alimentaire totale consommée et 25 % des apports en protéines. D'après le rapport, il constitue pour de nombreux petits exploitants agricoles « *un filet de sécurité important en cas de besoin* ». Il fournit des revenus, des aliments de qualité, du biogaz, de la traction animale, des matériaux de construction et des engrais, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Le rapport avertit néanmoins qu'« *un fossé croissant se creuse* » entre les producteurs industriels et les petits exploitants traditionnels, les premiers ayant davantage la capacité à tirer parti de la demande croissante de produits issus de l'élevage. La FAO recommande donc de soutenir les petits exploitants « *afin qu'ils puissent à la fois tirer profit des possibilités offertes par un secteur en pleine expansion et gérer les risques associés à la concurrence croissante* ». Pour les auteurs, « *les décideurs politiques ont également besoin de reconnaître et protéger les filets de sécurité que représente l'élevage pour les plus pauvres* ». Selon eux, « *des mesures correctives* » doivent être prises afin de « *répondre à la hausse de la demande par des méthodes respectueuses de l'environnement et propres à réduire la pauvreté et à améliorer la santé humaine* ».

Dans sa préface du rapport, le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf explique que « *la mutation rapide du secteur de l'élevage s'opère dans un vide institutionnel* ». Pour lui, « *la question de la gouvernance est centrale. Identifier et définir le rôle approprié des gouvernements, dans son sens le plus large, est la pierre angulaire sur laquelle il convient d'appuyer le développement futur du secteur de l'élevage* ».

Dans la seconde partie de son rapport annuel, la FAO a dressé un tour d'horizon de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Pour l'agence des Nations unies, la situation des marchés agricoles est devenue plus incertaine. Les causes et les risques associés à la flambée des prix des denrées alimentaires de 2006-08 « *restent latents en 2009* ». Le rapport souligne que malgré la chute des prix sur le marché mondial, « *les prix des produits alimentaires sur le marché intérieur des pays en développement restent élevés* ». En Afrique subsaharienne, la FAO constate que les prix du riz sur le marché intérieur sont beaucoup plus élevés qu'il y a un an, tandis que les prix du maïs, du millet et du sorgho ont progressé sur une grande partie du continent. Les prix des aliments demeurent également élevés dans d'autres régions, notamment ceux du riz en Asie et du maïs et du blé en Amérique centrale et du Sud.

**37<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence de la Cédéao**

La 37<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'Etats de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) s'est tenue le 16 février 2010 à Abuja, au Nigeria. Les chefs d'Etats et de gouvernements ont demandé à la Commission de la Cédéao d'intensifier ses efforts vers l'achèvement d'un marché commun pour la région.

Dans le cadre des négociations de l'Accord de partenariat économique (APE), la déclaration finale souligne la nécessité pour l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne (UE) de parvenir à un consensus, notamment sur la dimension développement de l'accord commercial. Les participants ont demandé à l'UE de garantir la mobilisation des ressources nécessaires au financement du Programme de l'APE pour le développement (Paped), exigeant que l'UE présente un plan de financement de ce programme avant la conclusion de tout accord. S'agissant de l'offre d'accès au marché, la conférence a « *invité les deux parties à s'accorder, dans les meilleurs délais, sur le degré de libéralisation de l'Afrique de l'Ouest pour favoriser la conclusion de l'APE* ».

Sur la politique agricole de la Cédéao (Ecowap), les participants ont souligné que la signature du Pacte régional faisait de l'Ecowap un cadre de référence unique pour toutes les interventions et la coordination de l'assistance dans le secteur agricole. Ils ont demandé à la Commission de la Cédéao d'accélérer la mise en place du fonds régional et du mécanisme institutionnel prévu à cet effet. Ils ont également encouragé les Etats membres « *à finaliser leur Table Ronde et entamer le processus d'élaboration de leurs plans opérationnels d'investissement agricole* ».

Enfin, les membres de la Cédéao ont salué les efforts du Président brésilien Lula Da Silva, qui termine son mandat cette année, en faveur du renforcement de la coopération Sud-Sud et ont approuvé la proposition du Cap-Vert d'organiser un sommet avec le Brésil au premier semestre de cette année.

Sources: AFP, FAO, Jeune Afrique, Reuters, Cédéao.